






La crise financière a affecté les banques de façon hétérogène

BILAN. Après trois ans d'une crise financière des subprimes, qui n'est d'ailleurs pas encore achevée, à en juger par les nouvelles difficultés du marché immobilier américain, relayée par la crise économique, qui a alourdi le coût du risque, les banques françaises présentent des comptes contrastés. BNP Paribas sort grand gagnant de la période.

Trois ans après le véritable déclenchement de la crise du *subprime* en août 2007 et deux ans après la faillite de Lehman Brothers (15 septembre 2008), qui a conduit l'ensemble du secteur bancaire mondial au bord du gouffre, on pouvait penser que le secteur financier était en train de se tirer d'affaire. L'essentiel des actifs à risque (dérivés de crédits immobiliers américains regroupés par paquets dans les RMBS et les CDS) a en effet été déprécié dans les comptes. Mais, en cours de route, une autre crise, la crise économique, est venue prendre le relais de la crise du *subprime*.

Au final, les marges brutes d'exploitation des banques se sont assez bien tenues (sauf chez **Dexia**, dont le modèle économique est profondément remis en cause), celles du premier semestre 2010 revenant proches de celles de 2007. Cependant, les bénéfices nets chutent lourdement sur la période 2007-2010 (entre 8 % et 79 %) en raison de l'envolée du « coût du risque », c'est-à-dire les provisions enregistrées au titre des créances douteuses et litigieuses, liées à l'activité économique. C'est en particulier le cas au **Crédit Agricole SA** (chute du bénéfice net de 79 % par rapport au premier semestre 2007) en raison de son

Toutes les banques n'ont pas traversé la crise de la même façon					
	Produit net bancaire (PNB) du 1 ^{er} semestre 2010 comparé à celui du 1 ^{er} semestre 2007	Marge brute d'exploitation du 1 ^{er} semestre 2010 comparée à celle du 1 ^{er} semestre 2007	Résultat net part du groupe du 1 ^{er} semestre 2010 comparé à celui du 1 ^{er} semestre 2007	Résultat avant impôt des métiers de BFI du 1 ^{er} semestre 2010 comparé à celui du 1 ^{er} semestre 2007	Evolution du cours de Bourse du 29-12-2006 au 25-8-2010
 BNP PARIBAS	22,7 Mds€ + 38 %	42,7 % + 0,1 pt	4,4 Mds€ - 8 %	3 Mds€ + 22 %	- 38 %
 CA	10,3 Mds€ =	36,2 % - 0,6 pt	0,85 Mds€ - 79 %	1,13 Mds€ - 20 %	- 68 %
 GENÉRALE	13,3 Mds€ + 5 %	39,2 % - 1,5 pt	2,15 Mds€ - 32 %	1,3 Mds€ - 32 %	- 64 %
 NATIXIS	3,3 Mds€ - 21 %	36,4 % - 0,7 pt	0,99 Mds€ - 37 %	0,64 Mds€ - 24 %	- 65 %
 DEXIA	2,9 Mds€ - 24 %	38,6 % - 11,7 pts	0,46 Mds€ - 69 %	0,23 Mds€* - 67 %	- 84 %

* Chez Dexia, en l'absence de BFI, le résultat est celui du Financement du secteur public.

exposition à l'économie grecque.

BNP Paribas en forme

Une banque se distingue par sa santé : **BNP Paribas** a réussi le tour de force de réaliser au **premier semestre 2010 un produit net bancaire supérieur de 38 % à celui du premier semestre 2007**. Une part de cette excellente performance provient de l'acquisition de la banque belge Fortis en octobre 2008, qui a accru de plus de 10 % le volume d'activités de Mais l'explication provient aussi de gains de parts de marché, notamment auprès de clients de banques américaines qui, secouées sur leur marché d'origine, s'étaient désengagées des marchés européens.

BNP Paribas est également la seule banque à être parvenue à maintenir sa rentabilité d'exploitation et à avoir fait progresser les résultats de ses métiers de banque de financement et d'investissement (+ 22 %), réputés les plus cycliques.

L'intégration de Fortis représente une grande chance dont BNP Paribas va profiter à la fois à travers les synergies qu'elle va dégager dans les années qui viennent, et à travers l'effet de taille, le français figurant désormais au premier rang de la zone euro.

Société Générale a cédé sa gestion d'actifs

La Société Générale retrouve un niveau de revenus légèrement supérieur à celui du premier semestre 2007. Mais cette apparente stabilité cache des évolutions fondamentales. La grande affaire reste la perte de contrôle de l'activité de gestion d'actifs Sgam, fusionnée en 2009 avec l'activité identique du **Crédit Agricole SA** au sein de la nouvelle structure Amundi.

Pour le reste, la banque de la Défense n'a pas trop touché au modèle économique de ses métiers de banque de financement et d'investissement (BFI), qui fonctionnait bien. La Société Générale s'en tire donc finalement plutôt bien alors qu'elle était entrée dans la crise financière avec un stock de positions à risque particulièrement important et que son coût du risque reste structurellement élevé en raison de sa forte présence dans les pays émergents.

Crédit Agricole SA recentré

Casa est parvenu à retrouver un **niveau d'activité identique à celui du premier semestre 2007**, mais avec une modification dans la composition de ses recettes. Le **recul des revenus des métiers de banque de financement et d'investissement a été compensé par la croissance des services financiers à l'international et de la gestion d'actifs**. Les dirigeants de Crédit Agricole SA ont été les premiers à reconnaître leur erreur en matière de BFI : ils avaient voulu tenter de rattraper BNP Paribas et Société Générale, mais s'étaient lancés trop tard dans la course et avec un manque de discernement dans ces métiers. Casa a donc rapidement décidé de faire marche arrière et de recentrer sa banque de financement et d'investissement sur les besoins de ses clients, abandonnant les produits qualifiés d'« exotiques » (c'est-à-dire trop complexes et risqués).



Natixis en cours de réorganisation

Natixis et Dexia restent les plus lourdement affectés par la crise, avec des **produits nets bancaires en retrait de plus de 20 % sur trois ans**. Ces deux établissements possédaient notamment des rehausseurs de crédit aux Etats-Unis, ces établissements qui accordaient leur garantie aux très toxiques dérivés de crédit (ABS, RMBS, CDO), dont la valeur s'est effondrée. **Natixis** possédait CFIG (racheté en novembre 2007 par ses maisons mères Banques Populaires et Caisses d'Épargne) et Dexia, FSA (cédé à l'été 2009). De surcroît, les activités de BFI de Natixis tiraient une bonne part de leurs revenus de la titrisation de créances aux Etats-Unis, un métier gelé dès le début de la crise. A l'avenir, Natixis devrait encore se délester de certains actifs, essentiellement l'assureur-crédit Coface, qui représente 11,5 % du produit net bancaire du groupe.

Dexia change de modèle L'établissement le plus affecté reste Dexia. A l'origine réputé pratiquer le plus beau métier du monde, puisqu'il s'agissait de financer des projets publics sans aucun risque de défaut de paiement, Dexia a été fragilisé par des erreurs stratégiques. Après avoir largement bénéficié de la baisse des taux d'intérêt du début des années 2000-2004, les dirigeants de Dexia ont cherché des relais de croissance dans des activités très rentables mais de plus en plus risquées (placements en obligations, actifs titrisés ABS, garanties accordées par FSA non plus seulement aux collectivités locales mais aussi aux dérivés de crédit) et financées par des ressources de court terme.

En contrepartie de l'acceptation du plan de sauvetage de la banque par les Etats français et belge de l'automne 2008, la **Commission européenne** a imposé à Dexia une cure drastique d'amaigrissement. Sur la base de 2009 (déjà réduite), la banque devra encore réduire de 35 % à l'avenir la taille de son bilan.

Dexia va devenir à moyen terme une petite banque de dépôt belge (40 % des revenus) et turque (20 %) sur laquelle s'adosseront une activité de financement des collectivités locales en France et Belgique uniquement (20 % des recettes) et un pôle de gestion d'actifs (20 %). On sera très loin de toute taille critique.